

# Menace des agents sur les 500 ans ?

**Social.** Réclamant une revalorisation de leur régime indemnitaire, les fonctionnaires territoriaux de la Ville du Havre déposent un préavis de grève.

C'est un dossier qui traîne.

Et qui pourrait s'avérer brûlant à desormais moins de dix jours du lancement des festivités des 500 ans de la Porte Décaene. Les syndicats CGT et FO des agents territoriaux de la Ville

du Havre déposent un préavis de grève reconductible à partir du 14 mai. Sans donner de détail, les représentants des deux organisations abroient planer le doute sur une éventuelle action le 27 mai, jour du défilé de la Magnifique Parade durant le coup d'envoi d'« Un Été au Havre ».

En toile de fond, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (Rif-seep). Ce règlement doit être appliqué dès l'année 2017 (conformément à un décret de mai 2014 puis une circulaire de la même année).

La rémunération des fonctionnaires est répartie entre traitement indiciaire et régime indemnitaire lui-même divisé en deux primes (IIESE : indemnité de fonctions, de

sujétions, d'expertise - fixe et variable mensuellement ainsi qu'un complément indemnitaire annuel variable et attribué en fonction de l'engagement).

## Statut et fonctions

Or, les négociations entamées au cours de l'automne 2016 sont au point mort selon les deux organisations. À tel point qu'elles en quittaient la table le 27 avril optant désormais pour le rapport de force. Une décision prise, d'après elles, « après un débat pour le moins houleux et le refus de négocier de l'administration. Le dialogue social a disparu, les groupes de travail sont devenus des réunions d'information. » FO et CGT avancent « un important écart entre les pourcentages accordés selon les catégories (A, B, C) alors que s'accroît la perte de pouvoir d'achat, subie depuis le gel des salaires en 2010 ».

Pour les agents rassemblés hier à la maison des syndicats en vue de préparer d'éventuelles actions le Rif-seep ferait la part belle aux fonc-



Pour Nadia Pitaux, le dialogue social a disparu alors que se discute actuellement une revalorisation du régime indemnitaire

tions et non au statut de fonctionnaire. « Nous réclamons une IIESE pour toutes les catégories égale à 30 % des plafonds prévus par les textes de loi, ce qui nous permettrait, notamment aux catégories C, de récupérer la perte de notre pouvoir d'achat subie depuis 2010. Soit 280 € mensuels », argumente Nadia Pitaux secrétaire générale de la CGT-OE (Ouvriers, Employés) de la Ville du Havre. Or, selon les syndicats, elle se limiterait à 9 % pour les catégories C. « Soit de 114 à 152 € quand un directeur général peut encaisser 1 270 €, soit l'équivalent de mon sa-



laire ! C'est un mépris total pour les agents de la Bup (Brigade urbaine pré-vention pénale), des sports, des piscines, des écoles... Sans eux [environ 1 800 agents de catégorie C, ndr] la ville ne

tourne pas. » S'ils venaient à mettre leur menace à exécution, son activité pourrait s'en trouver ralentie.